L'ABEILLE,

Journal de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première Municipalité et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

CONDITIONS DE PUBLICATION— LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 27 AOUT 1836

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT:

RD. M. JOHNSON.

Nous espérons que nous seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprendra bientôt, si elle ne l'a pas déjà présent que, si le désir de cent millions d'hommes avait pu élever à la suprême magistrature celui qui s'est fait, je devrais, dans l'exercice de mes fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à étendre l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrai toute résolution qui rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet. *Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1er. DISTRICT	J. B. PLAUCHÉ.
2me. DISTRICT	T. W. SCOTT.
3me. DISTRICT	T. LANDRY.
4me. DISTRICT	A. MOUTON
5me. DISTRICT	P. S. BOSSIER.

Chemin de fer de la Troisième Municipalité et de la Terre-aux-Bœufs.

C'est avec plaisir que nous faisons remarquer à nos lecteurs que M. Charles Lessops, dans la séance d'hier du conseil de la première municipalité a présenté une résolution pour engager ledit conseil à souscrire pour une somme de vingt-cinq-mille piastres au fonds capital de la compagnie du chemin de fer de la Troisième Municipalité et de la Terre-aux-Bœufs. L'intérêt du carré de la ville est d'encourager autant qu'il est en son pouvoir de le faire les améliorations qui se font dans tous les districts qui l'avoisinent: car toutes doivent avoir pour résultat d'augmenter sa prospérité et ses revenus. Celles dans le but de la ville surtout doivent mériter son attention toute particulière. Plus ce quartier fera de progrès en commerce et richesse, plus il y aura de moyens d'établir un juste équilibre entre [illegible] faubourgs de manière à empêcher que la [illegible] ette à l'avenir entièrement dans la partie [illegible]. Un assaut général (si nous pouvons faire [illegible] de cette expression,) dans le système d'améliorations ne pouvant donc qu'être très avantageux à la cité entière, il est de son devoir de contribuer pour sa quote part à l'exécution d'un projet dont le but le plus positif à part l'excédent de commerce qui se fera dans la troisième municipalité par cette opération, est d'établir dans cet endroit un chiffre de population tel qu'il suffise seul pour conserver l'équilibre dont nous avons parlé plus haut.

La résolution de Mr Lessops a été mise à l'ordre du jour pour la séance prochaine: nous avons tout lieu de présumer qu'elle sera adoptée sans opposition aucune.

Dans notre numéro de lundi dernier, au titre de "Mariage," nous avons eu l'occasion de dire que le chef d'artillerie des troupes fédéralistes était parvenu à se sauver après la défaite d'Ecla et qu'il était arrivé à la Nouvelle Orléans à bord de la goélette K. Goodwin: nous sommes priés à ce sujet, de la part du capitaine et du propriétaire de la goélette, d'annoncer qu'aucun individu ne s'étant donné pour chef d'artillerie ne s'est présenté à la Vera-Cruz pour prendre passage à bord du bâtiment, et qu'aucune des passeports exhibés par les passagers n'a mentionné une semblable qualité.

Nous sommes d'autant plus disposé à croire à la vérité de ce fait, que nous voyons dans le Diario du 27, que parmi les individus qui ont été fusillés à Cazeca avec Arevalo, se trouvait le chef d'artillerie.

Nous donnons aujourd'hui la suite et la fin du discours prononcé par M. Thiers, à la Chambre des Députés, en réponse à celui de M. le duc de Fitz-James, sur la question du budjet de l'intérieur. Le manque de place dans notre gazette nous a, jusqu'à ce jour, mis dans la nécessité d'en renvoyer la publication. Plus tard, nous offrirons à nos lecteurs la continuation des débats.

Depuis quelques jours la plupart des tuyaux de la pompe à eau de la Banque du Commerce sont en pleine opération: ils fournissent de l'eau en abondance aux rigoles. Nous croyons que, pour le moment, c'est du superflu, attendu qu'il pleut tous les jours. Nous avons remarqué cependant que cet arrosage était assez utile à une certaine classe de la population de cette ville; (les pavers) car nous la voyons de toute part, réparant les rues et remplaçant le pavé que les jets d'eau ont mis dans un état pitoyable. A quelque chose malheur est bon.

Nous apprenons qu'un chien enragé a été tué hier, vers les 3 heures de l'après midi, dans la rue du Canal. Cet événement ne devrait il pas engager les autorités de la ville à prendre des mesures pour diminuer le nombre de ces animaux qui infestent en ce moment les rues de la Nouvelle-Orléans.

Il nous paraît plus que probable que le chien qui a été tué hier avait mordu d'autres. Quelques précautions de la part des citoyens et des mesures convenablement employées par la police, deviennent donc indispensables pour prévenir de funestes accidens.

(Communiqué.)

En réponse à un article sous le titre de *Banqueting*, publié dans l'*Echo* du 26 août, permettez moi de faire observer que l'auteur ne sait ce qu'il dit; je le lui pardonne de bon cœur, car j'ai souvent observé que le "Bonhomme" errait dans ses écrits; mais en bon et paisible propriétaire de "l'*obscure Municipalité No. 3*" je demanderai au "Bon-homme" de me dire à quelle séance les résolutions dont il parle, ont été passées; de bonne foi je lui dirai que, de ma nature, je suis un peu curieux, et qu'en bon patriote, j'assiste régulièrement à toutes les séances de ce Conseil; et qu'ayant eu la liberté de parcourir à l'oeil le journal de ces séances, je lui avoue que je n'ai jamais vu, là ou ailleurs rien de semblable.

"*Rien n'échet de la Troisième tout gonflés qu'ils sont de leur importance et malgré l'obscurité de leur Conseil*" commençant trop bien leur mandat pour avoir besoin des colonnes de l'*Echo* pour leur enseigner la conduite qu'ils doivent suivre.

Un Habitant de la 3me. Municipalité.

(Communiqué.)

Dans sa séance de mercredi dernier, le Conseil de la troisième municipalité a adopté à l'unanimité la résolution suivante présentée par M. Kilshaw:

Attendu que cette partie du chemin public ou de la Levée, comprise entre les rues Piété et Independance, dans les limites du port de cette municipalité, a été depuis plusieurs années et est encore tellement endommagée et obstruée, que ledit chemin qui est le seul passage de la ville à la côte d'en bas sur cette rive du fleuve, est en grande partie fermé au public, ce qui cause les plaintes unanimes, non seulement des habitans du voisinage immédiat mais aussi des habitans et autres résidents de la côte d'en bas et des citoyens de toutes municipalités en général, de ce qu'il est toujours difficile, et souvent très dangereux de passer sur cette partie dudit chemin à pied, à cheval ou en voiture.

Et attendu que le nombre toujours croissant des habitans, et l'augmentation du commerce de cette municipalité, tendent à augmenter ces plaintes, tant qu'existera le mal, qui retarde et arrête grandement l'avancement et la prospérité de cette municipalité et de ses habitants, et attendu que les efforts faits par le conseil de cette municipalité pour faire disparaître sur des fermes justes et équitables la nuisance dont on se plaint, ont été infructueux, le devoir des différents membres composant le conseil envers leurs constituans leur enjoint d'employer tous les moyens en leur pouvoir et le droit et de ceux du public, tous les moyens que la loi leur a donnés; en conséquence il est resolu que le maire est et demeure autorisé à notifier immédiatement la partie ou les parties causant l'obstruction de la rue de la levée, et de la levée dans l'espace compris entre la rue Piété et la ruelle l'Independance d'avoir à faire enlever, dans un délai de vingt jours après le service de la notification, et que si la partie ou les parties ainsi notifiées n'obéissent pas à la réquisition du maire à cet effet, le maire est autorisé à ordonner au voyer de faire enlever ladite obstruction aux frais de la partie ou des parties causant ladite obstruction, et chacun un et l'autre cas, ledit ouvrage sera fait sous la direction du voyer et de manière à préparer le chemin pour le passage.

Cette résolution fait le plus grand honneur au corps dont elle émane, et ce qu'elle prouve que les désordres de la troisième municipalité connaissent les pouvoirs qui leur sont donnés par la loi; qu'ils sont décidés à empêcher que les droits et les privilèges du peuple soient foulés au pied par quelques individus riches dont la conduite jusqu'ici n'a été que de mettre des entraves à la prospérité de cette partie importante de la Nouvelle-Orléans.

Une loi, et 16e. sections d'un acte de la Législature approuvé le 14 mars 1830; la 3me. section d'un acte qui fut approuvé le 10 mars 1834; les articles 857 et 859 du code civil; la section 11e. de l'acte pour diviser la ville de la Nouvelle-Orléans, et différentes autres actes trop nombreux pour être cités ici, justifient pleinement cette résolution. Espérons que le maire fera aussi son devoir, et qu'au nom de la loi, l'obstruction et l'encombrement de la voie publique, contre lesquels tant de plaintes s'élèvent journellement, disparaîtront bientôt, et que les grands établissemens projetés dans cette partie seront bientôt en opération.

EFFETS D'UNE TROMBE.

L'extrait suivant d'une lettre écrite par un officier de l'armée navale des Etats Unis à bord du vaisseau Erie rend compte d'un accident qui eut lieu en mer par l'effet d'une trombe.

Une des choses les plus importantes que j'ai remarquées (dit-il lorsque je me trouvais à Rio, fut l'arrivée d'un brick américain qui avait perdu sa mâture en mer et qui naviguait sur ses mats de fortune. Un des passagers (il est inutile de nommer à bord de l'*Erie* en qualité de secrétaire du commodore) m'a donné les détails suivans de cet accident. "Le brick faisant voile pour Monte Video, et il ne se trouvait plus qu'à deux [illegible] lorsque je me trouvais à [illegible] quelque distance. Les voiles furent amenées on mit dans la cale tout ce qui se trouvait sur le pont et on abandonna le brick à lui même. Quelques momens après, la trombe passa à environ vingt pieds de nous, en laissant un bruit assourdissant ne peut pas même comparer le mugissement et d'un ouragan. A mesure qu'elle s'avançait, les mats s'inclinèrent graduellement, jusqu'à ce qu'enfin le bâtiment chavira. Heureusement, les passagers et l'équipage se trouvaient sur le pont; tous réussirent à monter sur le côté du brick qui était hors de l'eau. On parvint à couper les mats et le bâtiment se redressa de suite, mais il était rempli d'eau. Dans l'intervalle, plusieurs navires se firent voir dans le lointain, aucun ne nous aperçut. Le vent souffla frais pendant une grande partie de la journée; aussitôt que la mer devint calme, nous fîmes jouer les pompes et nous réussîmes à faire sortir toute l'eau. Nous installâmes des mats de fortune avec lesquels nous fîmes route pour Rio." Il est assez remarquable ajoute la personne qui écrit ces détails que dans la même après midi le brick chavira, nous nous trouvions (il était sur l'Erie) d'après nos propres observations astronomiques à 60 milles de distance de lui et nous vîmes distinctement une trombe qui passa à un mille de nous.

LE CANDIDAT A LA MODE.

Air: *Le jeu, le vin, et les femmes.*

D'un savant suivant les leçons,
Je fais des chansons et des dettes;
Les premières sont sans façons
Mais les accomptes sont bien faites:
C'est pour échapper à l'ennui:
Qu'un homme prudent se dérange;
Quel bien est solide aujourd'hui?
Le plus sur est celui qu'on mange.

Et qui ne doit pas maintenant,
C'est la chose la plus constante;
Et le plus petit intrigant
De cent créanciers se vante:
A tort ces derniers font des cris,
J'aimais leur nombre ne m'effraie;
Ils ressemblent à nos Lafs,
Plus on en a moins on en paie.

Le postulant doit sa faveur,
A quelque machinie secrète,
La coquette doit sa fraicheur
A quelques heures de toilette:
Tout s'emprunte jusqu'à l'esprit,
Et c'est dans ce siècle volage,
Ce qu'on a le plus à crédit,
Et ce qui s'use d'avantage.

Mais avec un peu de gaité
Tout passe en ce lieu de licence;
Dans les bras de la volupté,
Comptons songer à la dépense;
Vieux parens on vain vous prêchez
Vous êtes d'ennuyeux apôtres;
Vous nous fîtes pour vos péchés,
Ainsi passez nous donc les nôtres.

VINDEX.

Suite du discours de Mr. Thiers commencé dans notre numéro de samedi dernier.

Je viens de vous reporter à l'histoire du passé, je parlerai maintenant de l'histoire contemporaine, des faits réels; et moi qui ai l'honneur de diriger les relations de la France, qui rencontre tous les intérêts de l'Angleterre dans le monde entier, je puis vous assurer qu'elle a les mêmes intérêts que nous, et je vais vous le démontrer d'une manière péremptoire.

Quelles sont, depuis six ans, les grandes questions que nous avons rencontrées? Nous en avons rencontré une immense en Belgique, une très grande en Espagne, ou plutôt dans la Péninsule, pour parler d'une manière plus générale et plus juste; nous en avons rencontré une en Orient. Eh bien! cherchons quels étaient les véritables intérêts de la France et de l'Angleterre dans ces trois grandes questions.

Il faut nous accorder une chose, c'est la différence, je ne dirai pas seulement de notre origine, mais de nos principes: Il se pourrait que M. le duc de Fitz-James étant très bon Français, et moi aussi, nous ne pensassions pas du même côté les intérêts de la France; c'est bien naturel, et la Chambre comprendra pourquoi (rire universel); je ne puis pas oublier que j'y suis ministre de Louis-Philippe et ministre du temps actuel. Eh bien! en me plaçant à ce point de vue, permettez-moi, dans ces trois questions, de retracer les intérêts de la France.

La France n'est pas alliée faire des révolutions autour d'elle, c'était contraire à ses principes et à sa loyauté. En Belgique, nous n'avons pas fait une révolution, mais la commotion de la révolution de 1830 s'est communiquée là, et là une grande question s'est présentée. Ce royaume des Pays-Bas que le traité de Vienne avait fait, vous savez tous dans quel intérêt, puisqu'on l'avait appelé une tête de pont sur la France, eh bien! n'était-ce pas un intérêt territorial immense pour la France que ce fut séparé dans ses deux parties? La France avait fait cela violemment avec son épée, elle aurait agi contre les traités et manqué aux engagemens pris envers l'Europe; mais naturellement, spontanément une ancienne haine entre les deux portions réunies a amené une séparation. Quel était l'intérêt de la France? C'est que cette séparation fût consommée et que cette grande hostilité qu'on avait placée dans les Pays-Bas cessât d'exister; que la plus importante portion de ce royaume ne changeât en un Etat neutre et ami. C'est là un intérêt évident, quelque opinion que l'on professe. Je crois que sur la question belge on ne peut pas élever de doute.

Eh bien! dans cette question, qu'avons-nous trouvé votant avec nous dans les conseils du monde l'Angleterre. Je vous demande si l'Angleterre n'était pas une alliée naturelle, et s'il fallait la repousser? N'était-ce pas un service immense rendu au pays, un immense service territorial que d'amener la séparation je le répète encore, non pas par l'initiative armée de la France, mais avec le consentement de tous les cabinets.

Qu'est-ce qui a amené cette solution sans guerre? C'est l'Angleterre.

Maintenant, passons à la Péninsule. Que fallait-il faire la Péninsule? Là, bien évidemment, nous ne pouvions pas être du même avis avec l'honorable duc de Fitz-James, c'est impossible, j'en conviens. Mais placez-vous un instant, si vous voulez, dans notre situation. Nous n'avons pas voulu faire en Espagne une révolution. Le roi Ferdinand était mort; il avait d'avance légué sa couronne à sa fille. Là, naissait une question de succession; mais pour nous, qui venions pour la doctrine du gouvernement de fait, nous avons permettez moi de vous le dire, trouvé fort bon, fort convenable, de reconnaître, de seconder le gouvernement de fait. Quel était le gouvernement de fait, le gouvernement légal pour nous? C'était celui que Ferdinand avait institué en mourant, celui qu'il avait établi lui même, non seulement par son testament, mais par une ratification du pays.

Que la forme employée soit bonne, ou qu'elle ne le soit pas, c'était pour nous un gouvernement légal, un gouvernement que nous trouvions établi. Je vous parlerai avec franchise: outre que c'était un gouvernement légal, c'était aussi notre gouvernement de préférence, et je vas vous en donner la raison que vous savez bien.

Le prince qui s'est placé l'antagoniste du gouvernement légal, s'était fait, depuis quelques années, le chef de ce qu'on appelle les carlistes espagnols qui, comme vous le savez, ressemblent fort aux carlistes français. (Ecoutez! écoutez!

Eh bien! naturellement nous devions préférer, non pas Don Carlos, mais la Reine Isabelle; nous aurions manqué à nos principes si nous avions fait autrement, vous voyez que nous parlons avec bien de la franchise. Mais, en faisant cela, quelle politique suivions-nous? Nous suivions la plus vieille et la plus sage politique de la France; c'était la politique de Louis XIV, c'était la politique du pacte de famille.

Eh bien! quelle est cette politique? Elle est simple, elle est de tous les temps, c'est qu'il y ait à Madrid et à Paris un même intérêt; car autrement le pacte de famille n'aurait plus de sens, ne reposerait plus sur l'avantage des peuples. Quand Louis XIV plaça son petit fils sur le trône d'Espagne, ce n'était pas par le caprice du sang: c'est qu'il savait qu'il fallait nécessairement homogénéiser, je vous demande pardon de me servir d'un terme qui n'est peut être pas français, mais enfin vous m'entendez, il fallait donner aux deux parties de la France avait fait cela violemment avec son épée, elle aurait agi contre les traités et manqué aux engagemens pris envers l'Europe; mais naturellement, spontanément une ancienne haine entre les deux portions réunies a amené une séparation. Quel était l'intérêt de la France? C'est que cette séparation fût consommée et que cette grande hostilité qu'on avait placée dans les Pays-Bas cessât d'exister; que la plus importante portion de ce royaume ne changeât en un Etat neutre et ami. C'est là un intérêt évident, quelque opinion que l'on professe. Je crois que sur la question belge on ne peut pas élever de doute.

Eh bien! dans cette question, qu'avons-nous trouvé votant avec nous dans les conseils du monde l'Angleterre. Je vous demande si l'Angleterre n'était pas une alliée naturelle, et s'il fallait la repousser? N'était-ce pas un service immense rendu au pays, un immense service territorial que d'amener la séparation je le répète encore, non pas par l'initiative armée de la France, mais avec le consentement de tous les cabinets.

Qu'est-ce qui a amené cette solution sans guerre? C'est l'Angleterre.

Maintenant, passons à la Péninsule. Que fallait-il faire la Péninsule? Là, bien évidemment, nous ne pouvions pas être du même avis avec l'honorable duc de Fitz-James, c'est impossible, j'en conviens. Mais placez-vous un instant, si vous voulez, dans notre situation. Nous n'avons pas voulu faire en Espagne une révolution. Le roi Ferdinand était mort; il avait d'avance légué sa couronne à sa fille. Là, naissait une question de succession; mais pour nous, qui venions pour la doctrine du gouvernement de fait, nous avons permettez moi de vous le dire, trouvé fort bon, fort convenable, de reconnaître, de seconder le gouvernement de fait. Quel était le gouvernement de fait, le gouvernement légal pour nous? C'était celui que Ferdinand avait institué en mourant, celui qu'il avait établi lui même, non seulement par son testament, mais par une ratification du pays.

Que la forme employée soit bonne, ou qu'elle ne le soit pas, c'était pour nous un gouvernement légal, un gouvernement que nous trouvions établi. Je vous parlerai avec franchise: outre que c'était un gouvernement légal, c'était aussi notre gouvernement de préférence, et je vas vous en donner la raison que vous savez bien.

Le prince qui s'est placé l'antagoniste du gouvernement légal, s'était fait, depuis quelques années, le chef de ce qu'on appelle les carlistes espagnols qui, comme vous le savez, ressemblent fort aux carlistes français. (Ecoutez! écoutez!

Eh bien! naturellement nous devions préférer, non pas Don Carlos, mais la Reine Isabelle; nous aurions manqué à nos principes si nous avions fait autrement, vous voyez que nous parlons avec bien de la franchise. Mais, en faisant cela, quelle politique suivions-nous? Nous suivions la plus vieille et la plus sage politique de la France; c'était la politique de Louis XIV, c'était la politique du pacte de famille.

Eh bien! quelle est cette politique? Elle est simple, elle est de tous les temps, c'est qu'il y ait à Madrid et à Paris un même intérêt; car autrement le pacte de famille n'aurait plus de sens, ne reposerait plus sur l'avantage des peuples. Quand Louis XIV plaça son petit fils sur le trône d'Espagne, ce n'était pas par le caprice du sang: c'est qu'il savait qu'il fallait nécessairement homogénéiser, je vous demande pardon de me servir d'un terme qui n'est peut être pas français, mais enfin vous m'entendez, il fallait donner aux deux parties de la France et les intérêts de l'Espagne.

Il fallait, dis-je, la même politique dans les deux pays; la même politique sur les deux trônes. Nous ne serions certainement pas allés faire une révolution en Espagne, cela ne convenait pas à la modération des principes que nous nous étions imposés. Mais Ferdinand, en mourant, avait laissé le trône à sa fille. Cette princesse avait pour ennemie ses ennemis; il n'est pas étonnant que nous les ayons donné la préférence puisqu'elle avait la légalité, et qu'elle représentait les mêmes principes que nous.

Nous avons fait ce qu'on a fait en 1823, avec cette différence que nous ne sommes pas allés violenter un peuple à main armée, et que ce que nous fesons, nous le fesons dans l'intérêt véritable du pays; car chez nous, nous pouvons dire tout haut que l'intérêt de notre révolution, l'intérêt de notre trône constitutionnel, l'intérêt du pays, que tout cela ne fait qu'un. Je ne sais pas si le gouvernement déchu a pu dire à une époque quelconque, que son intérêt était celui du pays; pour nous, nous pouvons dire que l'intérêt de la révolution, que l'intérêt de notre trône, c'est l'intérêt du pays.

C'était donc nos intérêts que nous servions, lorsque nous établissions à Madrid et à Paris la même politique. Ce n'était pas le désir de soutenir, d'un côté le despotisme, ou de l'autre la liberté, qui inspirait notre conduite, c'était l'analogie de politique qui nous décidait. Eh bien! là, l'Angleterre quel intérêt avait-elle? Nous trouvons qu'elle avait le même intérêt que nous. Est-il vrai qu'elle avait le même intérêt que nous, Est-il vrai qu'elle avait intérêt à soutenir, en Portugal dona Maria, et en Espagne la Reine Isabelle? Incontestablement, cela est évident pour tout le monde, sa conduite le prouve suffisamment.

Eh bien! voilà deux grandes, deux immenses questions, celle de la Belgique et celle de la Péninsule, dans lesquelles nous trouvons l'Angleterre dans les mêmes voies, dans les mêmes intérêts que nous. Et vous voudriez que nous eussions repoussé l'Angleterre comme alliée! Non, Messieurs, nous serions insensés, nous ferions un ouvrage qui n'est pas le nôtre, mais celui de nos ennemis.

A ce sujet, permettez-moi une courte déviation du plan que je dois suivre pour répondre à l'orateur qui a parlé hier.

Vous nous dites: Qu'êtes-vous allé faire en Espagne? Vous avez été alléchés par l'espoir du juste milieu, et vous y trouvez un gouvernement affreux, et sous ces yeux on assassine on égorge, on a fusillé une femme, la mère de Cabrera.

Ce que nous soutenons en Espagne nous l'avons soutenu ailleurs. Nulle part nous ne soutenons l'assassinat, nulle part nous ne soutenons les horreurs qui déshonorent les révolutions par de coupables excès; la politique de la France et celle de l'Espagne sont pures de ces odieuses cruautés et le gouvernement espagnol aussi. Et permettez-moi de dire, sans vouloir récriminer, que sans doute la Restauration n'avait pas consulté de faire monter Riégo sur l'échafaud, et cependant c'est devant les baïonnettes françaises que l'Empereador et Riégo et une foule de malheureux sont montés sur l'échafaud. Quant à nous il nous est permis de dire que ce n'est pas en face du drapeau tricolore que le sang que l'on déplore a coulé!

Maintenant vous me demandez ce que nous ferions si une république sortait des cendres? Je vous dirai que, pour mon compte, j'ai confiance dans l'esprit du siècle, et cet esprit, il a pénétré au-delà des Pyrénées; j'ai confiance que la généreuse nation espagnole a vu d'assez près l'abîme pour reculer; j'ai confiance qu'elle n'ira pas jusqu'aux horreurs que vous lui prédisez, et si un tel pressentiment de tels événemens pouvaient s'appesantir sur sa tête, certainement nous ne cesserions pas de porter un vif intérêt à cette nation généreuse et amie, et nous ferions tout ce qui serait en notre pouvoir pour l'empêcher de tomber dans l'abîme.

Je crois avoir répondu à toutes les questions qui m'ont été adressées, et j'espère avoir obtenu (Nombreux assentimens.)

Maintenant, permettez-moi de suivre, dans une troisième question encore, l'intérêt véritable de la France, et de rechercher si encore là il s'est trouvé d'accord avec l'intérêt de l'Angleterre.

Quand à l'Orient, quel est aujourd'hui, je ne dirai pas seulement l'intérêt de la France, l'intérêt de l'Angleterre, mais encore l'intérêt du monde entier? C'est qu'une collision n'amène pas le trouble général du monde. L'intérêt de toute l'Europe c'est que l'empire ottoman ne serve pas à agrandir le territoire d'aucune nation. Cet intérêt est si naturel si avouable, qu'on peut le dire du haut de cette tribune. La France, l'Angleterre, aucune nation de l'Europe ne consentira certainement pas à ce que l'équilibre du monde soit changé en Orient.

Eh bien! là encore nous avons trouvé l'Angleterre d'accord avec nous sur ce point qu'il fallait maintenir les Etats existans, et ne pas permettre que l'ambition d'un vassal à l'égard de son vassal, amenât des collisions qui pourraient fournir l'occasion de troubler le repos de l'Orient, et par suite le repos de l'occident. Voilà l'intérêt, non seulement de la France et de l'Angleterre, mais l'intérêt du monde; car on doit le savoir, la question d'Orient est dominée par le desir que le monde entier a de la paix. Tout le monde sait qu'on ne pourrait toucher à l'Orient sans amener une crise générale. Ce qui garde la question d'Orient, c'est l'amour universel de la paix, qui est bien réel. Là encore nous avons trouvé l'Angleterre voulant son pavillon au nôtre pour empêcher une collision, pour arrêter les ambitions, et pour maintenir le statu quo de l'Orient, qui est la garantie du statu quo d'Occident.

Ainsi en Belgique dans un immense intérêt territorial, en Espagne, dans l'intérêt de nos principes; en Orient dans l'intérêt de la paix du monde, nous avons trouvé l'Angleterre marchant franchement, loyalement avec nous; et, en vérité, je crois que son union avec nous était une garantie de paix presque certaine, quand nous avons vu que l'Angleterre mettait sur cette question le même système que nous, nous ne devions pas, à moins d'être aveugles, repousser une amitié si naturelle et si utile, nous devions tendre les bras à l'Angleterre, comme elle nous tendait les siens, et sans nous soumettre nos intérêts aux siens, puisque les intérêts étaient communs.

Il y a un seul point, je l'avouerai franchement, sur lequel les intérêts de la France et de l'Angleterre ne sont pas d'accord. Il faut le dire bien haut pour que l'Angleterre l'entende aussi bien que la France; et pour mon compte je l'ai professé de bien bonne heure, ce sont les intérêts industriels. Il faut le dire sous la sauvegarde de l'égalité pour ne donner les uns les autres. Ce qu'on ne dit pas, tout le monde le devine tout de même; il n'y a plus moyen aujourd'hui de tromper un cabinet. Quand on fait une chose, quand vous la médisez, tout le monde vous devine, et il y a une grande prudence, une grande habileté à la dire. Par exemple, croyez-vous que, si l'on avait été dupe dans cette alliance, le cabinet français ne s'en serait pas aperçu aussitôt que l'honorable M. de Fitz-James lui-même, de quelque agacerie qu'il soit doué? Croyez-vous qu'il soit possible de fonder une alliance de cette importance et d'être victime d'une grande duperie?

En Angleterre on dit: Vous êtes dupes de la France, on le dit tous les jours dans le Parlement. Ici on dit: Vous êtes dupes de l'Angleterre. Ce sont des propos, et permettez-moi de le dire, peu parlementaires. En Espagne on a dit aussi que le pacte de famille était une grande duperie. Ces propos se sont entendre partout: ils n'ont pour les hommes sensés aucune signification véritable.

Aussi sachez-le bien, la franchise, la loyauté, la simplicité des rapports, voilà aujourd'hui la meilleure des diplomaties. Vous croyez toujours, par une de ces vieilles habitudes, que la diplomatie c'est un grand mensonge, une grande finesse. Eh bien! pas du tout; les rapports de cabinet à cabinet doivent être comme ceux d'homme à homme. La franchise, la loyauté, la netteté, sont les plus grands moyens d'influence. C'est la pratique qui l'indique, c'est le maniement des affaires et des hommes qui l'apprend tous les jours à ceux qui en sont chargés.

Maintenant vous demanderez comment il se fait qu'avec cette alliance anglaise franchement, hautement avouée comme je le fais ici, il est possible de maintenir des rapports tous les jours meilleurs avec le reste de l'Europe, comment il se fait que la méfiance, et j'ai été chargé d'entendre cette déclaration sortir de votre bouche, que la méfiance va diminuant tous les jours? C'est parce que cette alliance anglaise, nous l'avons prouvé toujours et tout haut. Quant à moi, du jour où j'ai eu l'honneur d'être appelé aux affaires extérieures du pays, je l'ai professée devant tout le monde, devant les représentans de tous les cabinets et c'est ainsi, quand on dit nettement, franchement, ce qu'on est, ce qu'on veut, qu'on peut conserver certaines amitiés sans s'attirer ailleurs des inimitiés. D'ailleurs, sachez-le, cette alliance anglaise a rassuré le monde au lieu de l'effrayer. En effet, quel en était le principe? La paix; et assurément, ce principe, ce désir de maintenir la paix dans le monde, n'a dû effrayer personne. Oui, cela était vrai, la prépondération diminue tous les jours; cette loyauté de politique qui nous a d'abord conquis l'amitié de l'Angleterre, nous conciliie successivement celle de tous les pays, agit sur l'esprit de tous les cabinets. Je le dirai avec franchise, il y avait défiance dans le premier moment.—Mais quand nous avons dit: Nous voulons la paix, nous voulons le *statu quo* territorial; c'est pour nous un grand sacrifice, mais nous le faisons dans des vues élevées; nous voulons le maintien de notre révolution, mais nous ne voulons pas porter la révolution sur d'autres formes dans un pays, car c'est y porter la guerre infailliblement. Nous avons dit et tenu parole; car tandis que nous recevions les réfugiés de tous les pays avec humanité, avec empressement, tandis que nous fournissions à tous leurs besoins, toutes les fois que nous les avons surpris tramant contre les Etats voisins, nous les en avons empêchés loyalement, hautement, et nous les en empêcherons toujours.

Eh bien! quand on professe une politique, qui consiste à ne pas changer l'état territorial du monde, à se développer par la paix, à maintenir la révolution chez soi, sans songer à la porter chez les autres, à recevoir les malheureux réfugiés, sans souffrir qu'ils trament de mauvais projets chez les autres, alors la confiance est générale: c'est ainsi qu'avec l'alliance anglaise, nous avons obtenu la confiance du monde entier. En 1836, elle a été plus grande qu'en 1835; en 1835, plus grande qu'en 1834; en 1834, qu'en 1833. C'est le temps qui a amené cela; ce n'est pas de tel ou tel homme, c'est la loyauté de notre politique. Je vais vous décrire un fait nommé moral bien simple qui expliquera comment cette confiance devient de jour en jour plus grande.

Dans tous les cabinets il y a des hommes passionnés et des hommes raisonnables; les hommes raisonnables sont ceux qui sont aux affaires depuis longtemps, les hommes passionnés sont à côté. Ayez une politique franche, simple, naturelle, vous donnez sur le champ aux hommes modérés, aux hommes sages qui conduisent les affaires avec prudence, un empire sur les hommes passionnés, vous faites prendre en peu de temps aux hommes qui voudraient troubler le monde.—Eh bien! la sagesse du gouvernement français, la franchise de sa politique ont donné force et puissance aux hommes modérés, éclairés, de toute l'Europe contre les hommes passionnés. C'est ce qui explique comment il est arrivé que, de toutes les parties de l'Europe, il y eu concours vers nous, confiance, empressement; c'est que la prudence et l'habileté du gouvernement française ont donné dans le monde entier l'empire aux hommes raisonnables: voilà tout le secret de notre politique. Ne croyez pas que ce soit par des moyens détournés qu'on obtienne de tels résultats.

Vous me disiez hier avec bienveillance, je demande pardon du mot, de prendre mon parti, de me décider. J'ai suivi votre conseil; j'ai pris mon parti (mouvement de curiosité), je me suis décidé, et ce n'est pas d'hier, c'est depuis long-temps; mes opinions sont très arrêtées. Eh bien! ce n'est pas en dissimulant, ce n'est pas en allant dire ou insinuer au moins aux représentans des puissances avec lesquelles j'ai l'honneur d'être en rapport que je suis honteux de représenter la révolution de Juillet; ce n'est pas en l'abjurant, en m'en montrant embarrassé que j'aurais pu acquérir quelque empire. Non, on m'aurait dédaigné, et on aurait eu raison, si j'avais désavoué mon origine et le gouvernement que je représente. (Mouvement d'approbation.)

Je proteste tout haut que j'appartiens à un gouvernement qui a dû son origine à un grand acte national, acte qui a été provoqué par le crime du pouvoir, et qui n'a été que la juste défense d'un pays qui voulait rester sous ses lois.

C'est ainsi que je représente le pouvoir dont je suis glorieux et honoré d'être le dépositaire; et croyez le, Messieurs, je ne m'en montrerai jamais embarrassé.—Mais à côté de cela, je pratique journellement avec persévérance cette politique loyale que je définissais tout à l'heure. A cette condition, en restant ce que l'on est, en n'acceptant pas les insinuations même les plus bienveillantes, on acquiert quelque influence. On a beau être de condition bien humble, on a beau devoir son élévation au mouvement rapide des événemens, quand on représente la France, qu'on en parle au nom d'une noble politique, on a de l'influence. Voilà le secret de celle que nous avons, qui est due non pas à nous, mais au Roi, aux Chambres, au pays, qui ont montré tant de sagesse, et qui ne manqueront jamais, j'en suis certain, à cette sagesse, quels que soient les événemens qui puissent arriver. (Voix nombreuses: Très bien! très bien!)

(Communiqué.)

Les habitans de la 3e. municipalité et tous ses amis sont invités à se réunir à Frascati, samedi, 27 du courant, à 6 heures de l'après midi, pour délibérer sur des affaires de la plus haute importance, 26 août

HUILE de Palma Christi—25 barils huile de Palma Christi, à vendre par
12 août R. GRONING & Co.

DERNIÈRES DATES.

New York	11 août	Washington	13 août
Philadelphie	12 —	Baltimore	13 —
Charleston	17 —	Boston	10 —
Paris	2 juillet	Havre	1 juillet
Liverpool	1 —	Londres	30 —
Bordeaux	25 juin	Havane	6 août
Mexico	4 août	Vera Cruz	9 août

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 26 Août.

COTON.

☞Il n'y a pas eu de ventes hier.

REMARQUES.

Il n'y a que bien peu de chose à dire de l'état de notre marché Les affaires se maintiennent dans une stagnation presque complète. Tout ce qui se fait dans les différentes branches de transactions n'est basée que sur une échelle très limitée.

Une légère avance s'est opérée dans quelques articles, depuis notre dernier rapport, comme on s'apercevra dans le prix courant. Pas d'arrivages de bateaux à vapeur de l'Ohio; ce qui fait penser que cette rivière a baissé de nouveau, et qu'il est impossible d'y faire la moindre exportation de produits, particulièrement la farine; mais cet article est encore en assez grande abondance dans notre marché pour qu'il soit présumable que les prix de ses articles éprouveront une baisse.

Les chaleurs ont continué à se faire sentir cette semaine: le thermomètre s'est maintenu à 88 et 90°. Malgré cette température extraordinaire pour la saison, l'état sanitaire de la ville est des meilleurs, et selon toutes les apparences, il n'y aura rien à redouter d'une épidémie.

COTON—Les transactions dans cette branche de denrées paraissent être à peu près suspendues, si l'on en juge par les ventes de la semaine qui ne s'élèvent qu'à 165 balles. Le stock s'est réduit de beaucoup et ce qu'il en reste au marché est d'une qualité très inférieure. Les exportations de la semaine sont de 2795 balles et les recettes de 21: ce qui réduit le stock en mains et à bord des navires à 3650 balles. Deux balles de la nouvelle récolte ont été reçues cette semaine, l'une Louisiane et l'autre Mississipi. Le coton en est représenté comme étant d'une bonne qualité. La dernière s'est vendue à 18 cents et a été expédiée pour N. York.

Les exportations depuis le premier octobre 1835 sont de 480516 contre 530983 dans le même laps de temps l'année dernière; ce qui laisse un déficit de 50,466 balles.

Depuis notre dernier rapport hebdomadaire nos dates de Liverpool vont jusqu'au 1er. juillet; elles annoncent une baisse dans les prix qui n'est pas précisée mais qui nous semble être très faible. On nous représente les détenteurs comme étant désireux de vendre. Les diverses nouvelles commerciales que nous avons reçues des autres ports annoncent que les exportations des Etats-Unis